COALITION FÉMINISTE ET ENFANTISTE LOI INTÉGRALE
CONTRE LES VIOLENCES SEXUELLES

Paris, le 16 septembre 2026

Moyens : de qui se moque-t-on?

Depuis le début de notre mobilisation en faveur de la loi intégrale, le gouvernement fait preuve d'un manque de volonté flagrant. Il a fallu plusieurs lundis de mobilisation pour qu'il daigne accorder du temps parlementaire à une Proposition de Loi souhaitée par près de 200 Député.e.s. **Nous avons du arracher, par nos mobilisations, tous les bougés de ce gouvernement sur le fond et sur le calendrier.**

Et voici que, alors que le débat sur les moyens nécessaires à la mise en œuvre de la loi intégrale s'engage, le Premier ministre parvient à se contredire à quelques heures d'intervalle. Dans une tribune dans Le Monde, il explique que 1,5 milliards d'euros seront consacrés à la lutte contre les violences sexuelles faites aux femmes et 2,6 à la protection des enfants. Mais dans le même journal Le Monde, on lit quelques heures plus tard que cet argent désigne en réalité des crédits déjà engagés par l'Etat.

De qui se moque-t-on ? Des 200 organisations porteuses de la loi intégrale ? Des 250 parlementaires signataires de la proposition de loi 3106 ? Des dizaines de milliers de personnes mobilisées chaque lundi devant le Ministère de la Justice et les tribunaux depuis 3 mois ? Des centaines de milliers de victimes de violences sexuelles chaque année ? Des 350 000 signataires de la pétition loi intégrale ? Des 81% de Français favorables à cette loi ?[1]

Le Premier ministre doit clarifier et préciser sa position :

- Combien de moyens **supplémentaires** sont ils réellement prévus à l'étude dans le projet de loi de finances ?
- Combien de magistrate at.e.s, professionnels de l'enfance, policiers en plus de ce qui était déjà prévu par le gouvernement, indépendamment de la loi intégrale ?
- Combien de financements supplémentaires pour les associations de terrain qui accompagnent les victimes ?
- Qu'est-ce qui est inclus dans "la protection de l'enfance" ?
- Quelles mesures seront concrètement financées ?

Nous demandons à monsieur Lecornu et à son gouvernement de respecter le travail des organisations et parlementaires qui ont écrit une loi qu'ils n'ont pas voulu porter eux-mêmes. La lutte contre les violences sexuelles mérite plus que ces tergiversations et coups de communication.

Contacts presse
Fondation des Femmes : presse@fondationdesfemmes.org
Marianne Hervé : +33 6 23 83 59 29

1 https://fondationdesfemmes.org/communiques-de-presse/face-a-la-menace-conservatrice-la-fondation-des-femmes-plus-que-jamais-inarretable/